

**Paul QUILÈS**

***Nucléaire, un mensonge français – Réflexions sur le désarmement nucléaire***

(Éditions Charles Léopold Mayer, 2012, 94 p., 10 €)

**Stéphane HESSEL, Albert JACQUARD**

***Exigez ! Un désarmement nucléaire total***

(Éditions Stock, 2012, 72 p., 5 €)

### **UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES EST-IL POSSIBLE ?**

À quelques jours de la commémoration d'Hiroshima et Nagasaki, deux petits livres récemment sortis pourront satisfaire ceux qui voudraient approfondir leur réflexion sur les armes nucléaires.

L'exhortation du titre peut masquer la démarche de réflexion qui est celle de l'ouvrage de Hessel/Jacquard. Il s'agit pour l'essentiel d'une mise en évidence des limites du Traité de non-

prolifération, souvent présenté comme le fondement sur lequel un monde pacifique et sûr pourrait se construire.

Les auteurs reviennent opportunément sur août 1945 : ils avancent que les deux bombes utilisées n'ont eu « aucun impact sur la capitulation du Japon », l'empereur Hiro-Hito n'ayant réuni son cabinet en catastrophe que lorsqu'il apprit que « l'armée soviétique était sur le point d'arriver au Japon ». Cette affirmation peut surprendre, d'autant qu'elle prend à contre-pied la thèse de la plupart des ouvrages grand public.

Elle est pourtant étayée par l'historien François Souyri, spécialiste de l'histoire du Japon, pour qui « la menace d'une invasion soviétique a sans doute pesé plus fort dans la tête des partisans de la reddition que les bombes atomiques américaines »<sup>1</sup>. Dans un ouvrage plus ancien, *La guerre au Japon*<sup>2</sup>, Robert Guillaïn signalait déjà la hantise du commandement militaire japonais devant « une attaque des Russes ». Pour Hessel/Jacquard, le rôle des deux bombes était donc avant tout « politique », celui de « s'attribuer arbitrairement la victoire sur le Japon ». Rappelons le calendrier : à Yalta, Staline s'était engagé à ce que l'Union soviétique entre en guerre contre le Japon trois mois après la victoire sur l'Allemagne, soit le 8 août, ce qui se passa. Pour Robert Guillaïn, « les Américains ont lancé la bombe comme s'ils avaient choisi la date pour devancer les Russes et pour éviter précisément d'avoir à partager leur victoire », et de conclure : « la bombe aura été en fait non seulement antijaponaise mais antirusse »<sup>3</sup>.

Après avoir montré que les armes nucléaires n'avaient pas empêché les guerres et qu'elles contribuent à la tension, Hessel/Jacquard insistent sur l'iniquité du Traité de non-prolifération. Les cinq États alors détenteurs d'armes nucléaires s'y étaient engagés à une négociation « de bonne foi » pour leur élimination. Non seulement celle-ci n'a jamais vraiment eu lieu, mais ces États continuent à moderniser ces armes, ce qui est jugé contradictoire avec l'engagement pris.

Paul Quilès revient lui aussi sur 1945, jugeant qu'après le bombardement qui détruisit une grande partie de Tokyo, le 9 mars 1945, le Japon était déjà à genoux<sup>4</sup>. Il s'attache surtout à récuser la pertinence du concept de dissuasion dans le monde d'aujourd'hui.

Pour lui, l'arme nucléaire « a perdu la fonction fondamentale qu'elle exerçait durant la guerre froide, dès lors que la France et l'Europe ne sont plus exposées à une menace d'agression massive ». Si tel est le cas, ce sont donc les bases de la défense nationale telle qu'elle est conçue aujourd'hui qui sont à revoir.

Paul Quilès démonte tout particulièrement la notion de « frappe d'avertissement » et la composante censée la porter, la force aérienne stratégique composée de Rafale et de Mirage 2000. Il s'agirait « d'une sorte de parade nucléaire avant ce que le président Sarkozy appelle un avertissement nucléaire »<sup>5</sup>. Le rôle de la composante aérienne serait donc de parader, d'impressionner un adversaire ! [...] Au-delà de l'aspect manifestement peu cré-

dible de ce scénario, on voit bien que l'existence même de la composante aérienne décrédibilise la dissuasion, en suggérant que, pour faire reculer un adversaire, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et leurs missiles ne seraient pas assez dissuasifs. De plus, on voit mal contre qui cette composante pourrait être utilisée, sachant que sa conception en fait une arme de proximité géographique ».

On peut s'interroger si la réalité de la dissuasion fait question face aux menaces potentielles du XXI<sup>e</sup> siècle, la réaffirmation incessante de sa validité au plus haut niveau n'est-elle pas l'écran masquant une défense toujours plus insérée dans l'OTAN, c'est-à-dire à l'opposé du choix gaulliste ?

Paul Quilès, qui soutient le mouvement « Global zéro », se réjouit (trop ?) du discours d'Obama, en 2009 en faveur de l'élimination des armes nucléaires, fourni en annexe, ainsi que la résolution 1887 du Conseil de sécurité de l'ONU sur ce sujet. Comme premier pas, il propose de porter les efforts sur les armes tactiques russes et américaines

en Europe, dont « tout le monde convient » qu'elles ont perdu leur utilité militaire.

Les deux ouvrages insistent sur la responsabilité de la France qui possède le troisième arsenal en nombre en performance (300 têtes nucléaires). Relevons qu'ils sont assez vagues sur les moyens d'atteindre l'objectif d'un monde sans arme nucléaire. Il n'en reste pas moins qu'ils ont le grand mérite d'aborder sérieusement un enjeu que les médias dominants passent sous silence, comme le relève justement Paul Quilès, hormis quand il s'agit du nucléaire militaire que l'Iran est supposé construire...

ÉRIC LE LANN

169

1. *Nouvelle histoire du Japon*, 2010, Perrin.
2. *La guerre au Japon*, 1979, Stock.
3. *Idem*.
4. 700 000 bombes contenant une « gelée incendiaire » furent alors larguées sur Tokyo, faisant sans doute plus de 100 000 morts.
5. Le livre a été écrit juste avant la fin de son mandat.